

CIBLE

OMC

Premières manifestations, à Paris et dans plusieurs grandes villes, contre le sommet de l'OMC à Cancun. Adversaires de l'ultra-concurrence marchande et de la libéralisation financière, des militants de la Nouvelle Action royaliste se joignent au cortège. Mais c'est pour entendre, à la fin du parcours parisien, un étrange discours. On dénonce le monde soumis à la « loi des États » pour mieux exalter les droits de l'homme mais aussi les « droits coutumiers ».

Bêtise et inculture de certains anciens combattants du Larzac. Quand les droits de l'homme ont été proclamés, personne en France ne songeait à effacer l'État... monarchique. Et c'est bien l'État qui a institué, à partir du XIX^e siècle, un droit du travail. Quant aux bonnes vieilles coutumes, elles incluaient le servage dont l'État royal naissant a délivré les Français.

Il faudrait aussi que les bergers altermondialistes nous expliquent comment un monde affranchi de la loi des États assurerait la paix entre les hommes. Militants de l'amour, prenez garde à la violence – y compris celles que vous pourriez engendrer.

AFGHANISTAN

Notre hommage au roi

Analyse

**L'Afrique
face à l'islam**

p. 8

Idées

**Gabriel
Marcel**

p. 9

L'adieu à Madame

La disparition d'Isabelle d'Orléans et Bragance, comtesse de Paris, a suscité beaucoup d'émotion bien au-delà des seuls milieux royalistes. Nombreux étaient ceux qui avaient voulu adresser un dernier hommage à cette « grande dame ».

Royaliste suspendant sa parution pendant la période des vacances, nous n'avons pu rendre compte de la disparition d'Isabelle d'Orléans et Bragance, comtesse de Paris, survenue le 5 juillet. Il est temps de revenir sur cet événement qui dépasse de beaucoup le seul Gotha.

Comme pour les obsèques de feu le comte de Paris en 1999, la chapelle royale Saint-Louis de Dreux était trop petite pour contenir tous ceux qui étaient venus, de toute l'Europe, rendre un dernier hommage à une « grande dame » aimée et respectée de tous. Mais à l'extérieur comme à l'intérieur de la chapelle, l'émotion était perceptible. Dans le sanctuaire avaient notamment pris place les proches et les cent trois descendants, enfants et petits-enfants de Madame. Autour du cercueil recouvert de lys blancs, le comte de Paris et la princesse de Joinville, la duchesse de Montpensier et ses deux fils,

les princes Jean, duc de Vendôme, et Eudes, duc d'Angoulême ; ainsi que les princesses Thérèse, Isabelle, Claude, Hélène, Chantal et Anne. Presque toutes les maisons royales d'Europe, ainsi que les maisons impériales d'Autriche et de Russie étaient représentées (la reine Fabiola, le prince et la princesse Guillaume de Luxembourg, le prince de Liechtenstein, l'infante Cristina d'Espagne le prince et la princesse Michel de Grèce, le prince et la princesse Alexandre de Yougoslavie, le duc de Bragance...), sans omettre l'impératrice Farah d'Iran et de nombreuses autres personnalités : les ambassadeurs du Portugal et du Maroc, Hélène Carrère d'Encausse ou Maurice Druon... Des centaines d'anonymes avaient également tenu à faire le déplacement jusqu'à Dreux.

La cérémonie était présidée par Monseigneur Aubertin, évêque de Chartres, qui rappela que la comtesse de Paris

avait intitulé un de ses livres *Tout m'est bonheur* : « *Et pourtant elle n'avait rien d'une naïve ou d'une inconsciente. En ce titre, il faut voir un programme de vie.* »

La première lecture faite par le prince Jean constitua un autre temps fort. Monseigneur Aubertin transmit à la Famille de France la bénédiction du pape Jean-Paul II et donna lecture d'un message, subtilement politique, du Saint-Père : « *Je prie pour le repos de l'âme de l'illustre défunte qui a tant fait pour la paix, dans son pays et au sein de sa famille.* »

A ce message faisait écho celui d'Henri, l'actuel comte de Paris : « *ses proches comme ses amis vont regretter cette haute dame qui a su maintenir envers et contre tout, par sa volonté, les liens au sein d'une très nombreuse et turbulente famille. Indéfectible, elle a suivi son mari Henri VI, feu le comte de Paris, tout au long de son exil et de son existence jusqu'à son dernier souffle.* »

Son Altesse Royale Isabelle, Marie, Amélie, Louise, Victoire, Thérèse, Jeanne d'Orléans et Bragance est née le 13 août 1911. L'aînée du prince Pierre d'Orléans et Bragance et de la comtesse Élisabeth Dobrzynsky, d'origine tchèque, est l'arrière-arrière-petite-fille du dernier roi des Français et l'arrière-petite-fille du dernier empereur du Brésil. Celle que le tsar Ferdinand de Bulgarie appelle « la plus belle princesse d'Europe » épouse Henri d'Orléans le 8 avril 1931 à Palerme et doit le suivre en exil (la loi frappant les princes de France est alors en vigueur). Ils auront 11 enfants, 40 petits-enfants et 53 arrière-petits-enfants. La comtesse de Paris supportera avec courage et dignité les épreuves que connaissent de nombreuses mères de famille : la mort du prince François, tombé en Algérie, celle du prince Thibaut en Afrique ; les inévitables conflits familiaux trop souvent médiatisés... Et pour finir, la mort d'Henri, le 6 juillet 1999, dont elle disait, malgré les difficultés : « *je l'ai toujours aimé. Pour moi, il était mon mari, il était mon roi.* »

Isabelle d'Orléans et Bragance « ... représentait la famille royale avec une grâce incontestable et une discrète autorité. La Nouvelle Action Royaliste gardera avec une respectueuse fidélité la mémoire de Madame la comtesse de Paris sans jamais oublier que la dignité et les qualités personnelles de celle qui aurait pu être reine de France lui valaient, au-delà des convictions politiques, l'affection d'innombrables Français » (1).

Alain SOLARI

(1) Communiqué de la NAR du 5 juillet 2003.

royaliste 
B-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTHAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : L'adieu à madame - p.3 : Les raisons des Tout-Fous - Cagnotte - p.4 : Polichinelle et Colombine - p.5 : La sortie d'Irak - p.6/7 : En hommage à Zaher Chah - p.8 : L'Afrique face à l'Islam - p.9 : Du côté de chez Gabriel Marcel - p.10 : Noël Cannat - Un concept en examen - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Vive la sécurité Sociale.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Les raisons des Tout-Fous

Notre chère petite psychose, Angélique Lacane, explique à Sylvie Fernoy pourquoi M. Raffarin n'est pas si fou que ne l'assure l'opposition de gauche. Voici un extrait de leur haletant dialogue, enregistré à la maison de santé de Saint-Rémy-sur-Deule.

Dans la douce nuit qui tombe en ce jeudi 4 septembre sur le natal village du Sapeur Camembert, la voix de notre Premier ministre résonne encore dans le poste à galène. Promesse tenue ! L'impôt sur le revenu baissera de 3 % l'année prochaine dans la ligne d'une baisse globale de 10 % sur trois ans...

Sylvie, indignée : Il a perdu la boule, Raffarin ! Baisser les impôts, c'est se priver de recettes fiscales au moment même où le gouvernement affirme qu'il veut maîtriser le déficit budgétaire. En stricte logique libérale, il aurait dû différer la mesure.

Angélique, prophétique : François Bayrou reprendra sans aucun doute votre argument, et les socialistes clameront qu'un vent de folie emporte l'Élysée-Matignon vers les sombres abîmes.

Sylvie, énervée : Ce pauvre Raffarin vient lui-même de reconnaître qu'il courait sur un fil, les yeux bandés ! Pour que les baisses d'impôts n'alourdissent pas le déficit budgétaire (qui sera de 4 %, voire plus) il faudrait une relance de l'activité qui se traduirait par une augmentation automatique des rentrées fiscales. Or le Premier ministre avoue que « personne ne sait à avance ce que sera la croissance, ce sont des paris ». S'il perd ses paris, le poids de la dette publique augmentera, alors que nous en sommes à cent milliards d'euros. Je croyais que les libéraux avaient horreur de la

dette publique. Ce gouvernement délire !

Angélique, doctorale : Au contraire, le passage à l'acte est prémédité. Souviens-toi des deux mots prononcés par Jean-Pierre Raffarin, triomphal sur le perron de l'Élysée : « C'est fait ! ». Ils ont osé le faire, contre la raison bayroutienne, contre la bien-pensance bruxelloise. On dit que les gouvernants ne savent plus décider ? Eh bien ils osent réduire la protection sociale et défier la Commission européenne ! Pour une part, la gouvernance raffarinienne s'analyse comme une esthétique de l'acte pur, par laquelle notre brave bourgeois s'élèverait au-delà de la Charente et du Poitou, dans une sorte de transcendance héroïque.

Sylvie, moqueuse : Galipettes de Gribouille ! Entrechats de bouffon ! A tourner ainsi, ils perdent la tête. Romano Prodi, au nom de la Commission, nous rappelle fermement les règles d'un Pacte de stabilité dont il a lui-même dénoncé l'absurdité et nous affirmons vouloir respecter la règle imbécile de la réduction du déficit sous la barre du 3 % tout en passant un accord tacite avec l'Allemagne pour continuer de violer allègrement le maudit pacte.

Autre inconséquence, plus fondamentale : la baisse des impôts est censée favoriser la croissance or elle incite dans la perspective libérale à réduire les dépenses publiques qui sont un des plus sûrs mo-

teurs de la relance rapide. La baisse annoncée restera sans effets tangibles. C'est d'autant plus vrai que la diminution de la pression fiscale est à l'avantage des catégories aisées qui n'en profiteront pas pour consommer plus - mais pour augmenter leur épargne ou pour spéculer. Encore une fois, c'est l'augmentation des bas salaires qui a un effet direct et positif sur la consommation des ménages.

Angélique, admirative : Ta démonstration est impeccable et bien des économistes la partagent (1). Mais tu ne vois pas, tête de pioche, que le gouvernement méprise cette argumentation ! Sous l'injonction du Président de la République, M. Raffarin agit au nom d'un raison supérieure, que tu peux appeler si tu veux la Raison des Tout-Fous.

Sylvie, éberluée : Laquelle, Ô grande exploratrice des structures conscientes et inconscientes du langage de la gouvernance ?

Angélique, magistrale : Voici la raison, qui tient en trois mots : compétitivité, attractivité, solidarité (de classe). Je traduis : mettre toujours plus à l'aise les vrais créateurs de richesses afin qu'ils ne s'en aillent pas voir ailleurs, et attirer ceux qui prospèrent à l'étranger.

Sylvie, consternée : c'est absurde et injuste.

Angélique, péremptoire. Il y a une logique de l'absurde. Et la juste répartition des privilèges ne saurait, par définition, concerner que les amis.

**Propos recueillis par
Albert du Sapeur**

(1) Par exemple Liêm Hoang-Ngoc dans *Le Monde* du 23 juillet 2003.

Cagnotte

Chers socialistes, savez-vous que plus personne ne s'intéresse aux universités d'été que vous organisez chaque année à La Rochelle ?

C'est triste, mais à quelque chose malheur est bon car il y a, pour vous, moyen de faire des économies : l'année prochaine, vous restez tous à Paris. Après avoir tiré de vos archives une jolie photo du célèbre port, faites un agrandissement de 4 x 2 m et collez-le sur un mur. Convoquez les télévisions et placez devant l'image, au choix, un François Hollande, un Laurent Fabius ou un Dominique Strauss-Kahn. Faites-leur prononcer une petite phrase du genre : « le Parti redresse la tête », « le libéralisme est scandaleux » ou « j'ai toujours été contre les baisses d'impôts ». Jack Lang pourrait également faire un numéro en costume de vieux loup de mer et suggérer qu'il pourrait éventuellement être porté par ses amis à la candidature pour la présidentielle.

Ces prestations faites, retournez à vos affaires et laissez les médias présenter vos orientations, « à préciser », en une minute trente. Ce faisant, vous aurez épargné beaucoup d'argent que vous pourrez placer en bons de la Semeuse pour les prochaines élections. Oh ! la belle cagnotte !

Que M. le maire de la Rochelle ne s'offusque pas de nos propositions. On pourrait placer un panneau lumineux en haut du panneau de la photo (vous me suivez ?) sur lequel défileraient les prix des chambres d'hôtels et des promenades en mer.

Maria DA SILVA

Polichinelle et Colombine

La société du spectacle n'aime pas les acteurs. Il est vrai que ses pornographies usuelles se passent de comédiens et que *Loft story*, *Star academy*, *Maillon faible* et autre *Île de la tentation* sont loin du « miroir tendu à la nature » de Hamlet. La résorption des âmes dans le nombril embijouté de la consommation s'accommode mal de la représentation déchirante de ce qui nous fait traverser la vie sous le ciel...

Ce fut la farce de l'été : Polichinelle (gouvernant) voulait marier Colombine à Pantalon (patronal) et la belle lui tourna le dos. On la comprend.

Pour une première raison, liée à l'ambiguïté qui veut que le statut des gens du spectacle n'existe que sous l'aspect du manque : « intermittents », leur travail serait exceptionnel et leur chômage... la norme ! Pour fallacieux qu'il soit, ce statut a couvert des dispositions qui ont sauvé en France le cinéma d'auteur et le spectacle vivant, ce qui ne peut se concevoir sans aides face à l'empire économique des médias. Ce régime hors normes sert depuis quarante ans d'ersatz à notre politique culturelle.

Pour « remettre d'équerre » une prothèse aussi complexe, il faut s'en assurer les moyens. Or le gouvernement a abandonné au Medef le soin de « normaliser » les finances des Assedic sans assumer l'accompagnement nécessaire.

Des accords bâclés avec deux syndicats minoritaires, la répression purement verbale des abus des marchands de soupe audio-visuelle qui plombent le système, la morgue avec laquelle on a voulu balader une branche professionnelle active, performante, habituée à prendre des risques et des responsabilités, ont mis le feu aux poudres (1). Faivre d'Arcier, directeur d'Avignon, n'a pu, devant l'inconscience affichée par le ministre de la Culture que constater les dégâts de cette légèreté politique (2) : après Avignon, Montpellier, La Rochelle, Aix en Provence, les festivals ont avorté ou se sont convertis en tribunes de la contestation. Politiquement, les gens du spectacle ont rejoint sur le Larzac le corps enseignant humilié, les fonctionnaires menacés, les altermondialistes et autres militants d'Attac.

Certes, on profite de la méconnaissance qu'ont les Français des métiers artistiques pour cultiver de vieux préjugés contre ces bohémiens, ces parasites qui

vivent aux crochets de la société à coups de privilèges exorbitants. Refuser sa sépulture à Molière n'est que trop tentant. On a même accusé les manifestants de « saboter leur outil de travail », diagnostiquant chez eux la même déprime que celle qui permettait de minorer la protestation des professeurs (3). Serait-ce le prélude au traitement psychiatrique des militants syndicaux ?

La rentrée s'annonce donc orageuse. Si le gouvernement persiste dans sa pseudo-réforme comme il en a le pouvoir, la grève annoncée des centres dramatiques et théâtres publics réunira du monde sur le forum. Qui sait ce qui peut sortir de ce chaudron de sorcière par activation de la pensée politique et sociale, au moment où - les rodomontades d'Arnaud Montebourg et ses amis ne faisant guère illusion (4) - aucun parti ne s'y risque ? La reconversion protestataire des festivals de la Chaise-Dieu (musique), Lussas (documentaire de création), Marciac (jazz) ou Aurillac (théâtre de rue) donnent le ton d'une « agitprop » ardente, revigorée aux meilleures sources.

Les observateurs de la chose politique trouveront là un terrain d'étude intéressant. Ils noteront le soin que prend le gouvernement de s'aliéner une

à une les élites. Ils enregistreront que, malgré les cuisantes déceptions artistiques et les pertes de profit qu'elles ont entraînées, ces grèves ont démontré l'impact économique du spectacle vivant et favorisé les rencontres et la réflexion des gens de métiers avec leurs partenaires des collectivités locales.

Ils suivront les efforts de cette étrange corporation, par tradition anti-conservatrice, pour se projeter plus loin et plus fort dans l'avenir, braver une « mondialisation » culturelle niveleuse et monopoliste, faire pièce à l'imbécillité de consommation, contrarier l'idéologie hypnogène qui croit pouvoir ensevelir dans les musées la mémoire de nos civilisations (5) où le spectacle vivant puise sa sève.

Pourquoi ne prendraient-ils pas au mot Jean-Pierre Raffarin et sa décentralisation en réinventant le « maillage » départemental par le « compagnonnage » des troupes dont les centres dramatiques ont pétrifié l'élan ? Cette proposition de Dominique Houdart dans sa *Gazette* (6) est l'un des axes d'une politique culturelle dont régions et départements imposeraient à l'État l'initiative et le soutien.

De sorte que l'amour de Colombine devienne le seul secret... de Polichinelle.

Luc de GOUSTINE

(1) Cf. la position d'Olivier Py, diffusée sur Internet le 1^{er} juillet 2003.

(2) Son entretien dans *La Croix* du 15 juillet 2003.

(3) Bruno Frappat dans son éditorial de *La Croix* du mardi 1^{er} juillet.

(4) Cécile Helle, Christian Martin et Arnaud Montebourg, « Culture : reconstruire sur les ruines », *Le Monde* du 19 août 2003.

(5) Qu'on relise George Steiner, « Dans le château de Barbe-Bleue - Notes pour une redéfinition de la culture », Gallimard, 1996, prix franco : 8 €.

(6) *Gazette de la Compagnie* du 7 août 2003 (<http://www.compagnie-houdart-heuclin.fr>).

Vous avez une adresse électronique ?

Pour être tenu au courant, inscrivez-vous à notre liste de diffusion.

Il suffit pour cela de nous envoyer un courriel à NouAcRoyal@aol.com

La sortie d'Irak

Paraphrasant le discours de Phnom Penh prononcé par le général de Gaulle le 1^{er} septembre 1966, le président Jacques Chirac doit maintenant clairement prendre ses distances avec ce qui se passe en Irak et appeler solennellement « l'ami américain » à se retirer du pays.

Le discours de 1966 est passé à l'Histoire. Celui que le chef de l'État prononcerait pourrait revêtir une dimension comparable. Certes, il n'est pas question de comparer la situation en Irak à la guerre du Viêt-Nam quoique d'aucuns commencent à s'y risquer dans l'opinion américaine. Cependant, là comme ailleurs, « la France tient pour certain qu'elle n'aura pas de solution militaire ».

« La France le dit » pour trois raisons au moins : pour la paix dans le monde, pour « les liens qu'elle a conservés (avec les peuples de la région) et l'intérêt qu'elle continue de leur porter et que ceux-ci lui rendent », et pour « l'amitié exceptionnelle et deux fois séculaire » qu'elle porte à l'Amérique. Les États-Unis n'ont, aujourd'hui comme alors, d'autre voie pour retrouver une audience dans le monde que de « renoncer à une expédition lointaine dès lors qu'elle apparaît sans bénéfice et sans justification et de lui préférer un arrangement international organisant la paix et le développement d'une importante région du monde ».

« Il faut laisser les peuples disposer à leur façon de leur propre destin. » Le général avait précisé le mois suivant : « même au cas où, sur place, la suite politique ne serait pas celle qu'ils (les Américains) auraient souhaitée. » Voilà bien où le bât blesse. Il faudra que le Pentagone abandonne les créatures qu'il a emmenées dans ses fourgons, à commen-

cer par M. Ahmed Chalabi. Peut-être est-il encore temps de leur éviter un sort fatal, voire de leur ménager un portefeuille mais subordonné à leur représentativité réelle. Si les Américains aujourd'hui s'engageaient sur des échéances claires de rapatriement de leur contingent expéditionnaire « dans un délai convenable et déterminé », peut-être une transition politique pacifique pourrait-elle s'amorcer. Mais l'armée américaine, impliquée dans des tâches de police pour lesquelles elle n'est ni formée ni entraînée, a déjà pratiquement réussi à retourner contre elle la partie de l'opinion qui lui était favorable à l'origine. L'administration d'occupation, encombrée de ses exilés, a découragé les vrais amis de l'Amérique, ceux que par exemple le prédécesseur de l'actuel pro-consul Bremer, le général Garner, avait réussi à se ménager dans le Kurdistan autonome après la guerre du Golfe. On ne connaît pas d'amis à Paul Bremer, toujours flanqué de Chalabi. La cassure est en passe de devenir irrémédiable.

La solution n'est pas dans une augmentation du nombre de soldats américains, ni dans une extension du conflit aux pays voisins. Elle n'est pas non plus dans une force multinationale sauf si l'on veut se retrouver dans la configuration de la guerre du Liban, il y a vingt ans, qui s'est terminée par des centaines de morts français et américains victimes des premières attaques-suicide. Elle est dans la remobilisation des soldats de l'armée irakienne, la

formation de nouveaux officiers, le retour des fonctionnaires civils aux commandes dans les administrations et les services publics, à l'exception des plus compromis du parti Baas.

La France doit donner le signal : pas un soldat français, pas un centime si ce n'est au profit d'autorités irakiennes reconstituées agissant avec le concours de l'ONU et sous sa supervision.

La France doit affirmer clairement sa position et prendre date. Elle ne peut laisser à penser qu'elle est complice, ni même passive, devant ce qui se passe. L'opinion américaine commence à douter. L'administration y compris les néo-conservateurs sont gravement divisés sur la marche à suivre. C'est le moment de parler sans courir le risque d'être taxé d'anti-américanisme. Mais il y faut plus. Il faut aussi que la France parle à l'opinion arabe. Le choix de la Syrie pour tenir un tel langage, en pensant à l'exemple du Cambodge du prince Norodom Sihanouk, devrait nous engager à un effort résolu pour faire évoluer les esprits arabes, réformer les institutions, prendre notre part d'une démocratisation qui ne laisse pas l'exclusivité du mot aux États-Unis et en accrédite une version plus authentique, tout en montrant à ces derniers que nous sommes prêts à assumer notre part du fardeau. Nous serions d'autant plus fondés à critiquer ce que les Américains font en Irak que nous mènerions, par exemple en Syrie, une politique arabe plus audacieuse d'encouragement aux réformes, à la paix et au développement.

Yves LA MARCK

N. B. : Les citations sont extraites du discours du général de Gaulle.

BRÈVES

♦ **QATAR** – Probablement pour des raisons de santé, le prince héritier cheikh Jassem s'est démis de sa charge. L'émir du Qatar, cheikh Hamad ben Khalifa Al-Thani, âgé de 53 ans, a désigné son quatrième fils, cheikh Tamin, âgé de 24 ans, comme nouveau prince héritier. Ce dernier a reçu l'allégeance de la famille princière et des notables du pays. Depuis plusieurs mois déjà le jeune prince avait été associé aux activités de son père, l'accompagnant notamment dans ses visites officielles à l'étranger. Le Qatar qui est engagé, sous l'impulsion de l'émir, dans un processus de réforme des institutions, s'est doté en avril dernier d'une Constitution et les premières élections législatives devraient avoir lieu en juin 2004.

♦ **LIECHTENSTEIN** – Ainsi qu'il l'avait annoncé depuis plusieurs années, le prince Hans-Adam II, âgé de 58 ans, a confirmé qu'il abdiquera en faveur de son fils le prince héritier Alois, l'année prochaine le 15 août, jour de la fête nationale de la principauté. Constatant que les objectifs qu'il s'était assignés, en particulier la réforme constitutionnelle qui a été massivement approuvée par les électeurs en mars dernier, ont été atteints il a déclaré : « Dans notre Maison, nous sommes en outre depuis longtemps persuadés que le prince doit remettre la direction à son successeur lorsque ce dernier est prêt et a la volonté de l'assumer ». Le nouveau prince souverain règnera sous le nom d'Alois III. Il est âgé de 35 ans, marié depuis dix ans à quatre enfants.

♦ **IRAK** – Dans un récent entretien accordé à un journal du Koweït, l'un des prétendants au trône d'Irak, le chérif Ali ben Hussein, a enjoint les Américains de quitter son pays et de « laisser les Irakiens s'occuper de leur propres affaires ». Peu de temps auparavant, il s'était rendu à Najaf, ville sainte de chiisme, où, après s'être recueilli au mausolée de l'imam Ali, il avait rendu visite à l'ayatollah Ali Al-Sistani l'un des principaux dignitaires chiites. Des centaines d'habitants de Najaf lançant des slogans en faveur de la monarchie ont accompagné la visite du chérif Ali, comme a pu le constater le correspondant de l'AFP.

♦ **ITALIE** – Le prince Emmanuel-Philibert, âgé de 30 ans, fils de l'actuel chef de la Maison royale de Savoie Victor-Emmanuel, va se marier le 25 septembre, dans la basilique Sainte-Marie-des-Anges de Rome, avec l'actrice française Clotilde Courau.

♦ **JORDANIE** – Le prince héritier, Hamza ben Hussein, âgé de 23 ans, demi-frère du roi Abdallah II, vient d'épouser la princesse Nour au cours d'une cérémonie familiale dans la résidence du roi.

♦ **BELGIQUE** – Le prince héritier, Philippe, duc de Brabant, et son épouse Mathilde d'Udekem d'Acoz viennent d'avoir un deuxième enfant, Gabriel. Ce jeune garçon se place en troisième position dans l'ordre de succession après son père et sa sœur Elisabeth.

En hommage à Zaher

Gâce à la bienveillance des autorités françaises, civiles et militaires, Bertrand Renouvin a séjourné à Kaboul du 20 au 24 août. Sa principale intention : présenter à Sa Majesté le roi d'Afghanistan son hommage respectueux et évoquer le souvenir de la mission que le défunt comte de Paris avait accomplie dans son pays en 1965, à la demande du général de Gaulle. Reçu par Zaher Chah le 21 août, notre directeur politique évoque en quelques pages tirées de son carnet de route en Asie centrale l'émouvant accueil qu'il a reçu au Palais royal.

Partir ? Ne pas partir ? La question reste posée dans la soirée du 19 août mais l'attente est vécue en compagnie de trois officiers français au domicile de mon ami Yves Manville, en poste à Douchanbe, capitale trop méconnue du Tadjikistan. Il est une heure du matin lorsque parvient la confirmation de mon départ. Le jeune capitaine qui reçoit l'appel m'avertit qu'il viendra me chercher à 3 h.30. Dormir ? Ne pas dormir ? Après débat général, je choisis quant à moi de prendre une heure de sommeil...

Nous voici dans la nuit toujours noire devant l'une des tentes du Détachement Air au Tadjikistan. Accueil aimable, café en compagnie d'officiers puis du commandant de bord du Transall. Sur requête du capitaine, celui-ci m'invite dans le poste de pilotage, en me prévenant qu'il me faudra redescendre dans la carlingue à l'approche de Kaboul. J'opine, conscient du privilège accordé à un civil qui se présente comme journaliste - profession détestée par les militaires et les policiers qui ont servi dans des postes exposés, en Bosnie et en Afrique.

Sur la piste, le capitaine me demande de bien suivre les soldats qui embarquent car les défenses de l'appareil sont activées.

Ah ! bon ? Je savais que des accrochages avaient lieu dans diverses régions afghanes mais je ne me doutais pas qu'un bon gros Transall puisse être pris pour cible... Situation de guerre, donc. J'enregistre cela sans émoi car je suis confronté à des difficultés immédiates et concrètes : monter avec une feinte aisance dans la carlingue avec deux valises comme si je prenais le train de La Rochelle, préserver de tout choc celle qui contient l'ordinateur...

Envol vers Kaboul

Surprise. Une blonde et souriante convoyeuse de l'air me tend comme aux soldats un gilet pare-balles et m'aide à enfiler ce qui est en fait une lourde veste-armure. Ceci sur le costume fripé d'un pékin en balade... Personne, heureusement, pour fixer sur la pellicule mon étrange silhouette. Ainsi équipé je grimpe dans le poste de pilotage, salue l'équipage et m'installe sur la banquette arrière, près du navigateur qui me fera une présentation générale (pas de détail, qu'on se rassure !) de ses tâches.

Décollage dans l'aube naissante, lever du soleil sur les montagnes tadjiques, rayons du soleil sur les casques... Puis il me faut redescendre dans la carlingue, alors que s'amorce la fin de ce vol superbe et sans histoire.

Non, je ne verrais rien de l'Afghanistan.

Mais j'ai vu Kaboul, en commençant par les défenses de l'aéroport et les divers postes, miradors et chicanes qui permettent d'accéder à la large avenue sur laquelle se tient l'ambassade de France - elle aussi sérieusement protégée.

C'est ainsi qu'on bascule dans une autre réalité, où l'on trouve normal de monter dans une voiture blindée en compagnie de gardes sérieusement armés et de croiser un char canadien sur une avenue de la capitale aux trois quarts détruite lors des combats qui opposèrent le commandant Massoud à ses rivaux.

Un pays en guerre

Hélas, bien avant l'attaque anglo-américaine menée contre l'Irak, nous avions oublié l'Afghanistan. Pourtant, on n'a cessé de s'y entre-tuer, entre seigneurs de la guerre, entre talibans soutenus par le Pakistan et troupes occidentales - sans oublier les exactions commises par les trafiquants de drogue et les bandes qui pillent les trésors archéologiques du pays. Kaboul se présente au nouvel arrivant comme la capitale d'un pays en guerre, où vivent des compatriotes, diplomates, soldats, policiers, qui peuvent être la cible de terroristes et qui accomplissent avec un

courage tranquille leurs missions sans bénéficier des moyens administratifs et financiers nécessaires.

J'ai parlé de la France et des Français, d'une ambiance de guerre dans cette capitale en ruines alors que je devais essentiellement évoquer Zaher Chah. C'est qu'un lien très solide relie les personnages et les situations. Le roi d'Afghanistan est le *père de la nation* afghane dévastée, la France, par l'active et chaleureuse présence de son ambassadeur, Jean-Pierre Guinhut, aime et soutient Zaher Chah : manière pour notre pays de signifier à l'ensemble des Afghans que les Français ne choisissent pas entre les clans qui se disputent le pouvoir, entre les ethnies



mage Chah

qui coexistent dans le pays. La France veut apporter son concours à l'Afghanistan en tant que tel et exprime cette volonté de manière toute concrète - je pense à cette photo récente qui montre l'Ambassadeur de France tenant compagnie au roi, dans l'avion médicalisé qui emporte Zaher Chah vers notre pays, pour qu'il fasse soigner sa jambe cassée.

C'est dans ce contexte que j'interviens, pour un rôle modeste mais auquel je tiens : transmettre au roi les pensées affectueuses des royalistes français et d'autres amis de l'Afghanistan, évoquer avec Sa Majesté la visite que lui fit le défunt comte de Paris en 1965 à la demande du général

de Gaulle, lui dire combien mes amis et moi-même tenient à ce lien historique.

Au Palais royal

Me voici au palais, reçu à midi, au lendemain de mon arrivée. Je me rendrai pleinement compte de la faveur qui m'est faite quand je saurai le nombre d'audiences quotidiennes accordées par Sa Majesté. Jean-Pierre Guinhut tente de me faire admirer le parc où veillent de nombreux hommes armés et la salle qui est rafraîchie par un joli bassin rectangulaire où nagent quelques poissons qui attendent la chute d'un diplomate inattentif. Nous prenons quant à nous un escalier sur la droite. Au premier étage, le Général Wali nous accueille et nous escorte vers la pièce où se tient le roi, assis dans un fauteuil de cuir. L'ambassadeur me présente, je m'incline, m'assied à côté du roi qui engage la conversation comme s'il me connaissait depuis toujours. Nous évoquons le comte de Paris, le général de Gaulle et le roi me parle longuement de la France. Il aime Paris, la Bretagne - surtout Locronan et les kouign-aman - et m'indique avec un plaisir manifeste sa bibliothèque remplie de livres français.

Mais la politique afghane ? Le débat constitutionnel en cours ? La situation générale ?

Le roi évoque la paix civile, la continuité de l'État et la reconstruction du pays en quelques phrases simples et décisives. L'important n'est pas le discours mais la symbolique royale - autrement dit la capacité effective de réunir les individus et les groupes dans une commune ambition. Tel est le cas. Toute la journée et parfois tard dans la soirée, le roi reçoit des délégations, réconcilie des personnalités qui s'opposaient, veille à ce que son rôle fédérateur et apaisant ne soit jamais déformé.

Cet homme de 89 ans, tout juste remis d'un accident, recèle une formidable énergie. Son emploi du temps, tel qu'on me le décrit, épuiserait maints quinquagénaires et la charge qui pèse sur ses épaules paraît littéralement insupportable. Tassé dans son fauteuil et comme écrasé par le destin, parlant dans un souffle, Zaher Chah incarne physiquement l'histoire douloureuse de son peuple en lutte pour sa survie. Mais après un long règne tragiquement commencé et un exil qui paraissait sans espoir, le roi d'Afghanistan conserve assez de force pour maintenir et affermir ce qui vit ou revit.

La solitude de Karzaï

Nul n'ignore que tout est fragile en ce « pays des larmes » dont me parleront plus tard des amis tadjiks. A Kaboul, Hamid Karzaï est décrit comme un homme honnête, intelligent, subtil, démocrate sincère, garant d'une réelle liberté d'opinion - mais terriblement seul. L'issue du débat constitutionnel est incertaine, de véritables opérations de guerre sont en cours dans le sud du pays, le statut de la femme ne s'est guère amélioré et, l'hiver, on continue de mourir de froid dans les ruines. Mais ceux qui résident à Kaboul me disent que la capitale revit, la foule est nombreuse dans les rues, des magasins se reconstruisent et c'est en toute tranquillité que des occidentaux - j'en ai fait l'expérience en compagnie de Mikaël, le cuisinier de l'Ambassade - peuvent se promener dans le bazar et y faire leurs emplettes. Je n'irai pas plus

loin dans ce tableau minimaliste de la vie quotidienne dans la capitale dévastée : il s'agit simplement de dire qu'il y a espoir de renaissance, grand espoir si les conditions politiques permettent d'assurer la sécurité publique, propice à la reconstruction et au commerce.

La question de l'État

La question de l'État est donc décisive. Au retour de notre entretien avec Zaher Chah, Jean-Pierre Guinhut développe avec force le principe de la légitimité populaire lors d'un déjeuner auquel il a convié Doran et Nader - deux petits-fils du roi. La France, bien entendu, ne saurait dicter aux Afghans leur constitution mais la raison politique vaut pour tous les peuples et toutes les nations. Il faut assurer avant tout l'indépendance et la continuité de l'État et veiller, par le comparatisme juridique, à ne pas se tromper de constitution. La France en a fait, à de nombreuses reprises, la douloureuse expérience, par exemple en 1946 lorsque le régime d'Assemblée conduisit notre pays magnifiquement libéré aux portes de la guerre civile... Les jeunes princes écoutent l'Ambassadeur de France qui, loin de leur donner une leçon, fait en me regardant le bilan de notre génération - celle de la faillite de la IV^e République et de la renaissance que permit la République gaullienne.

De retour au Tadjikistan, où se déroulèrent durant de longues années des affrontements sanglants, je conclurais une courte déclaration radiophonique en citant Pascal : *la guerre civile est le plus grand des maux*. Ce ne sont pas les pleurnicheries et les pétitions qui l'évitent, mais les constitutions raisonnées et les chefs d'État qui ont assez de force et de sagesse pour écarter la menace d'affrontement. Quant à cela, ni l'âge, ni l'origine « ethnique » ou partisane n'entrent en considération.

Bertrand RENOUVIN

N. B. : Ces notes seront complétées lorsque les débats politiques en cours à Kaboul auront trouvé leur conclusion.

L'Afrique face à l'islam

Nous avions, il y a un peu plus d'un an, rendu compte d'un premier livre de Jean-Paul Ngoupandé et les lecteurs de *Royaliste*, dans l'entretien qu'il nous avait accordé, avaient pu apprécier la pertinence de ses analyses sur l'Afrique (1). Aujourd'hui il nous propose un nouvel ouvrage *L'Afrique face à l'islam* qui lui aussi doit retenir notre attention (2).

« **L**a mondialisation apparaît à tous points de vue comme une vaste escroquerie aux yeux de la majorité des habitants de la planète. » Lisant cela les habitués de *Royaliste* ne seront pas dépayés, mais écrivant cela, Jean-Paul Ngoupandé semble fort éloigné du thème central de son nouveau livre. Ce n'est qu'apparence tant paraît évidente, et l'auteur le démontre avec force, combien les ravages humains, sociaux, économiques exercés par cette mondialisation dans un continent déjà ravagé par mille autres maux ouvrent grand la porte aux « diatribes moyenâgeuses des prédicateurs islamistes. »

L'islam n'est pas une religion nouvelle en cette Afrique subsaharienne qui intéresse l'auteur. Le Ghana est islamisé depuis le premier millénaire, le Sénégal, le Niger, le Mali depuis huit cent ans environ ; l'expansion de la religion de Mahomet qui se poursuit actuellement avec force est une constante de l'histoire de l'Afrique même si, avec la colonisation, le christianisme a su assurer une implantation significative en certaines régions. Du fait de son ancienneté l'islam n'est pas considéré comme un culte d'origine étrangère. Profondément ancré dans la vie sociale et culturelle de nombreux pays négro-africains il fait partie

du paysage spirituel du continent.

Au fil des siècles, cet islam s'est intégré dans la vie de tous les jours, a pris un visage spécifiquement africain, ayant réussi à opérer une synthèse entre lui-même et beaucoup de croyances préislamiques. Là est sans doute la clé pour comprendre le caractère totalement « débonnaire, bon enfant même » de l'islam négro-africain. Tel était un des visages de la société africaine, parfois aussi largement animiste, à l'époque précoloniale et coloniale. Arrive la décolonisation, les Africains prennent en mains leur destinée avec des chances de développement certaines. Pour diverses raisons c'est loin d'être une réussite, c'est, hélas, le fameux *L'Afrique est mal partie*. Échec des mirages du tiers-mondisme voie originale de développement, des séductions exercées par le communisme qui s'effondrent avec la chute du mur de Berlin et, plus récemment, des illusions nées avec l'espérance démocratique qui se révèle trop souvent n'être qu'un slogan vide de sens dans des régions où la faim ronge le peuple, et où le clanisme et l'ethnisme enlèvent toute signification aux résultats des élections. C'est l'échec presque absolu. Le monde occidental se penche sur le malade, c'est la rigueur imposée avec les fameux pro-

grammes d'ajustements structurels concoctés par le FMI ou la Banque mondiale, supposés être nécessaires pour sortir ces pays de la crise économique. Le résultat le plus évident a été d'amplifier les désordres sociaux conduisant naturellement à un désenchantement vis-à-vis de la civilisation occidentale et tout particulièrement des États-Unis en tant que principale pensée inspiratrice de ces organismes internationaux et plus généralement de la mondialisation. « L'Occident chrétien se réserve à lui seul les bienfaits de la civilisation, il est le mal absolu. »

Il en résulte un mouvement de retour à une identité musulmane qu'exprimerait la dénonciation de tares attribuées à l'Occident. Un retour vers une identité bien mythique, un âge d'or bien imaginaire. Quoi qu'il en soit, apparaît un fondamentalisme et une radicalisation alimentés par le wahhabisme venu d'Arabie Saoudite. La jeunesse africaine désorientée applaudit, « la référence à l'islam radical sert à la fois de régime identitaire et de motivation idéologique pour combattre la civilisation qui les rejette. » L'auteur, lucide, n'est pas dupe de certaines pratiques ; l'instrumentalisation des faits religieux à des fins politiques par certains dirigeants est à l'origine de nombreux conflits locaux. Ainsi s'explique

mieux ce qui se passe en Côte d'Ivoire, au Nigeria ou au Soudan.

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, le christianisme local n'échappe pas aux effets des déceptions et frustrations engendrées par la mondialisation et qui expliquent « *Le développement fulgurant des sectes considérées elles aussi comme l'expression de la pureté originale du message du Christ* ». Jean-Paul Ngoupandé observe en particulier la puissante agressivité des églises baptistes américaines qui cache, sous des dehors évangéliques, des objectifs politiques indiscutables.

Alors que faire ? L'auteur se montre tout d'abord bien pessimiste : « *Il n'y a malheureusement pas, à court terme, de réponse appropriée à ce défi. Tout, au contraire, indique que les problèmes liés aux progrès de l'islamisme en Afrique subsaharienne ne font que commencer* » il ajoute « *L'amélioration sensible des conditions de vie des populations est un élément important de réponse* », hélas « *la mondialisation, loin de contribuer à cela, a même poussé à un point inconnu jusqu'ici l'écart entre les plus riches, très minoritaires, et l'immense majorité, qui n'a pas de minimum nécessaire.* »

Malgré l'accablement qui sort de ces trois cent pages, ce livre se termine par quelques beaux, très beaux paragraphes, d'où l'espérance n'est pas absente. Dans son, précédent ouvrage Jean-Paul Ngoupandé développait l'idée d'un *Nouvel esprit africain*. Là est l'avenir mais au prix de quel gigantesque effort ! La France est appelée en renfort ; mais quelle France ?

Michel FONTAURELLE

❏ (1) Jean-Paul Ngoupandé - « *L'Afrique sans la France* » (prix franco : 23 €), voir *Royaliste*, n° 794 ; « *Le chemin de la renaissance* » entretien avec Jean-Paul Ngoupandé, *Royaliste* n° 806.

❏ (2) Jean-Paul Ngoupandé - « *L'Afrique face à l'Islam* ». Albin Michel, prix franco : 21 €.

Du côté de chez Gabriel Marcel

Trente ans après la mort de Gabriel Marcel, nous avons tout à redécouvrir d'un penseur dont la modestie défie tous les tapages contemporains. Qui se souvient vraiment de ce philosophe que l'on consent encore, du bout des lèvres, à classer du côté d'un « existentialisme chrétien » qui n'aurait en somme d'intérêt qu'à servir la gloire d'un Sartre abusivement associé à Heidegger ? Pour rétablir la vérité, il conviendrait plutôt de préciser que c'est ce même Sartre qui devrait être situé par rapport à Marcel, son aîné, qui le recevait chez lui avant-guerre, dans son salon de la rue de Tournon, et devant qui il esquissait les principaux thèmes de l'ouvrage qui assurera sa célébrité, *L'Être et le Néant*. Par la suite les relations entre les deux hommes devinrent détestables, pour désaccord de fond. L'aîné, tout en saluant le talent littéraire du cadet et ses fulgurances dialectiques ne pouvait supporter l'imposture démagogique d'une démarche très souvent sophistiquée.

Mais j'aurais oublié, si je ne l'ai jamais su, ces premiers contacts de deux esprits contraires, si Joël Bouëssée ne me les avait rappelés dans un ouvrage qui m'a passionné et ému, et qui a le mérite essentiel de nous restituer la personnalité profonde d'un homme attachant, et qui marqua son temps par une influence qui relève de la contagion de l'amitié et de l'esprit. Sartre fut toujours une vedette internationale, tandis que Gabriel Marcel ne cessait de poursuivre un dialogue de type socratique avec une multitude d'interlocuteurs qui finissaient par constituer des réseaux de complicité et de résistance à travers l'Europe, et au-delà. A suivre le récit de Joël Bouëssée, on sort éberlué, parce qu'ébloui. Les choses commencent dès avant-guerre. Car rue de Tournon, Sartre aurait très bien pu tomber nez à nez avec le grand James Joyce ou encore Joseph Roth, l'inoubliable romancier de *La Crypte des Capucins*, qui d'ailleurs habitait dans la même rue et y mourut. Il arrivait à son hôte d'aller fleurir sa tombe longtemps après. Mais, dès cette époque, le domicile du philosophe constitue la plaque tournante des opposants à la barbarie et de ceux qu'elle met en danger, les penseurs juifs proscrits par le nazisme.

Dans ces mêmes années, Gabriel Marcel est au centre d'une activité littéraire intense. Grâce à la collection *Feux Croisés* qu'il dirige chez Plon, c'est plusieurs centaines de romanciers étrangers qui sont traduits pour le public français, ce qui témoigne d'une curiosité universelle. Jusqu'au terme, il poursuivra cette tâche, tout en ouvrant sa porte aux générations suivantes. Joël Bouëssée parle en témoin direct lorsqu'il évoque des personnages aussi divers qu'Élie Wiesel, le comte Czapski ou l'étonnant Raimundo Panikkar. D'autres noms nous sont directement familiers, car ils comptèrent au nombre de nos amis, hélas disparus : un Philippe Ariès, un Claude Bruaire, et bien sûr Pierre Boutang. Ce dernier, familier depuis toujours des Vendredis de la rue de Tournon, amena ses lycéens avec lui, lorsqu'il fut nommé professeur au lycée Turgot. Rien ne valait, à son avis, un tel impact avec la pensée vivante pour accéder à l'amour de la sagesse. Boutang, que nous avons connu si brillant, parfois emporté et toujours

inspiré, se montrait modeste devant le maître, n'intervenant que brièvement pour poser les bonnes questions. Son élève Jean-Luc Pinson témoigne : « *En lieu et place du maître sûr de son discours, de ses idées et de son talent de polémiste, j'ai découvert quelqu'un qui savait écouter longuement et patiemment, qui pouvait suggérer modestement, qui redevenait un élève...* ».

Marcel, qui ne supportait pas son rattachement publicitaire à l'existentialisme, se définissait volontiers par un « socratisme chrétien » qui exprime exactement son approche du monde et son incessant questionnement qui jamais ne fige les choses en un système clos, mais aspire à l'imprévisible. Joël Bouëssée, nous offre précisément, comme en temps réel, la démarche libre, soutenue par une *attention* qui rappelle ce qu'en dit Malebranche, de l'homme percevant le secret à travers les apparences.

Cette démarche avait aussi une dimension militante qui devait inspirer à son disciple un intense labeur au sein de la dissidence antitotalitaire qui prépara le renversement décisif de 1989. J'avoue ma surprise, heureuse. Je ne soupçonnais pas le discret Joël Bouëssée d'une telle activité ! Pendant près de vingt ans, il circula dans les pays communistes sous couvert de la très honorable Fondation européenne de la culture pour diffuser en sous-main toute la littérature interdite, qu'il s'agisse des deux Testaments, des œuvres de Marcel ou des traités théologiques de Boulgakov, des essais de Gombrowicz ou de Czeslaw Milosz ou encore de la littérature tchèque et slovaque éditée par Pavel Tigríd, mort ces jours derniers en France et que Václav Havel est venu spécialement saluer. Je découvre, du même coup, que notre agent dissident travaillait dans des réseaux animés par des gens que j'ai connus par ailleurs, sans soupçonner le rôle de leur complice.

Une telle militance trouvait sa source dans l'influence du vieux monsieur qui dépensa ses dernières énergies à soutenir Soljenitsyne, Sakharov, à dénoncer les internements psychiatriques de la Russie brejnévienne ou à recevoir les jeunes gens venus de l'Est pour les encourager. Ainsi se constituait « une sorte de second cercle » de la constellation marcellienne qui s'identifiait à la dissidence. Je suis particulièrement sensible à cet aspect de l'histoire, car il nous livre une coordonnée dont on parle rarement de nos jours, celle qui renvoie à une Europe à la fois secrète et manifeste. Manifeste dans la longue durée, celle qui permet le retour à un passé libéré de ses entraves et offre aux peuples les moyens de recouvrer ce dont on les a dépossédés. De ce point de vue, Joël Bouëssée nous livre des images saisissantes des retrouvailles des nations avec leurs lignées royales.

Le dernier chapitre de son témoignage nous laisse sur l'idée fondatrice, celle qui résume l'itinéraire suivi mais fait signe aux générations futures, celles qui n'ayant pas connu le maître de la rue de Tournon, pourront toutefois prendre le relais qu'il leur tend, après qu'elles eussent pénétré la grâce de son socratisme jaillissant. Une autre menace que celle des totalitarismes d'hier est en train de fondre sur nous. Gabriel Marcel l'avait dénoncée depuis longtemps en dénombrant les techniques d'aviilissement et en prévenant les hommes contre l'inhumain d'une civilisation où le sujet est pur objet d'expérimentation. Ainsi nous tend-il la main, en avant de tous les périls.

Joël Bouëssée - « *Du côté de chez Gabriel Marcel - Récits* », L'Âge d'homme, prix franco : 20 €.

Rappel : Notre revue *Cité* (n°14) a consacré un numéro complet à Gabriel Marcel. Ce numéro est toujours disponible au prix de 7 € franco.

par Gérard Leclerc



Noël Cannat

Sociologue discret, Noël Cannat a quitté sans faire de bruit ce monde qu'il avait si souvent parcouru. Yvan Aumont rend hommage à cet ami qui avait exprimé avec force sa conviction royaliste dans son dernier livre.

Noël Cannat était un homme en tous points remarquable : digne d'être remarqué par la qualité et l'ampleur de sa recherche sociologique et, avant tout, par le souci qu'il avait des hommes - de tous les hommes vivants sur la planète, à commencer par les plus démunis. Pour les connaître, les comprendre, pour faire entendre la voix des pauvres et des exclus, Noël Cannat avait fait plusieurs fois le tour du monde. Au fil des années, il était devenu le meilleur connaisseur français et sans doute européen des bidonvilles.

Nous l'avions accueilli au retour d'un de ses périple, pour son premier livre (1). On ne parlait pas encore de mondialisation, mais Noël Cannat nous apparut comme un magnifique piéton planétaire. Il s'était déclaré « royaliste de gauche » à l'époque où les médias plaquaient cette étiquette sur la *Nouvelle Action royaliste*. Nous refusions cet amalgame, mais nous étions heureux de compter parmi nos amis des représentants d'une gauche authentique - celle qui prend parti contre l'injustice.

Là n'était pas l'essentiel. Au-delà de la fidélité partagée et des engagements militants, nous admirions Noël Cannat pour la rigueur de ses analyses, toujours nourries de connaissances concrètes qu'il nous présentait sous forme de photographies et de films, et pour la réflexion approfondie qui accompagnait chacune de ses enquêtes. Ce grand voyageur était aussi un formidable lecteur et le dernier livre qu'il a

publié (2) témoigne de l'ampleur de sa recherche professionnelle et de son exigence politique et spirituelle.

Inlassablement, Noël Cannat décrivait une humanité prolétaire qui n'avait perdu ni la dignité ni l'espoir et qui était en passe de reconquérir ses pouvoirs. Il annonçait peu avant de mourir l'*inversion de l'empire*, autrement dit le bouleversement des rapports de force entre la minorité richissime et l'immense foule des pauvres. Mais à la différence des marxistes d'hier et des gourous d'aujourd'hui, Noël Cannat prenait soin d'indiquer le chemin de la libération : la refondation du politique, la restauration de l'État médiateur, si possible sous la forme des « Républiques dynastiques ».

Cher Noël Cannat... Il a rejoint ceux qui, trop vite disparus, nous donnaient l'intelligence du monde. Pour nous, son œuvre demeure vivante, exemplaire, magnifiquement militante.

Yvan AUMONT

(1) Noël Cannat - « *Sous les bidons, la ville...* », 1988, L'Harmattan, prix franco : 22 €. Lire aussi : « *Le pouvoir des exclus* », 1990, L'Harmattan, prix franco : 16 € ; « *La force des peuples* », 1993, L'Harmattan, prix franco : 19 € ; « *L'honneur des pauvres* », Éd. Charles Mayer, prix franco : 11 € ; « *Entre Révolte et Médiation* », L'Harmattan, prix franco : 19 € ; « *Pour un tissu social vivant* », 2001, L'Harmattan, prix franco : 23 €.

(2) Noël Cannat - « *Prélude à l'inversion de l'empire* », L'Harmattan, 2003, prix franco : 29 €.

Un concept en examen

En haut lieu, on vaticine sur la gouvernance sans dire aux citoyens ce que c'est. A ceux qui s'exaspèrent de ce dédain, notre revue *Cité* offre des analyses et des critiques fouillées qui conduisent à une restauration de catégories politiques fondamentales.

Lorsque le mot fut lancé sur le marché français, voici quelques années, on put croire que la « gouvernance » n'était qu'une minauderie technocratique à ajouter au lexique de la nouvelle préciosité ridicule. Mais le mot colle comme de la glu et renvoie à un concept mou qui pollue le langage politique et ronge la théorie et la pratique du Gouvernement.

Il fallait donc se saisir de la chose et la soumettre à un examen méthodique. La revue *Cité* a eu cette audace. Elle a convié plusieurs de ses amis, riches d'expériences diverses et de savoirs complémentaires, à un patient travail sur le concept.

On ne résumera pas ici le travail et ses enjeux, clairement présentés par Luc de Goustine dans son éditorial. Sachez cependant qu'on injecte un puissant réactif dans la molle chose, sous la forme élaborée d'un article de Claude Latta, spécialiste de l'histoire du mouvement républicain au XIX^e siècle, sur le jacobinisme. On découvre ensuite, avec Philippe Arondel, la charge idéologique et antidémocratique que recèle la gouvernance, puis, avec Madeleine Arondel-Rohaut, les rapports qu'entretient le concept mou avec le dur libéralisme. Vient le concassage par les soins d'Anicet Le Pors prouvant avec sa rigueur habituelle que « *la gouvernance est dilution de l'existence nationale et populaire* ».

Bertrand Renouvin poursuit son travail de rétablissement des catégories politiques en publiant une étude sur « *Autorité, Pouvoir et Légitimité* »...

J'ai abondamment utilisé les métaphores, par défi à Ciron des Alpes qui, dans *Cité*, se moque de celles, hasardeuses et souvent cocasses, que nous refilent les dirigeants politiques - à commencer par ceux qui se pâmaient quand Michel Rocard exaltait le « parler vrai ». Si vous voulez connaître les rapports complexes entre les moteurs, les triangles et les vélocipèdes, n'hésitez pas à consulter l'alpestre penseur. Mais surtout, lisez pour conclure le bel et grave article que Jocelyne Buché consacre à Adam Czerniakow, président et témoin du ghetto de Varsovie.

Annette DELRANCK

(1) Revue *Cité*, n° 41, 2^e trimestre 2003 : Du jacobinisme à la gouvernance. Pris franco : 7 €.

N.B. Notre modeste revue fait sourire les maîtres du débat intellectuel. Nous sommes trop petits pour intéresser - et même le *Monde diplomatique*, qui fait écho à des bulletins de moindre importance, nous ignore avec résolution. Qu'on sache cependant que, par le biais de la revue *Vulgo.net*, publiée comme son nom l'indique sur la Toile, certains articles de notre si petite revue touchent des dizaines de milliers de lecteurs européens grâce à des traductions en tchèque, en italien, en espagnol et en allemand d'un choix de nos articles publiés en version française.

Souscription

Remerciements et souhaits

Close le 31 août, notre souscription annuelle a atteint le chiffre record de 16 500 €, dépassant de 2 500 € la somme que nous avions fixée comme objectif. Je tiens d'abord à dire un grand merci à tous ceux qui ont participé à l'effort collectif et contribué à ce succès. Grâce à eux nos soucis financiers les plus immédiats sont effacés et nous pouvons aborder cette rentrée avec plus de sérénité.

Laissez-moi maintenant formuler un souhait. Si *Royaliste* gagnait trois ou quatre centaines d'abonnés supplémentaires il ne serait plus nécessaire de faire appel à votre générosité pour boucler notre budget. *Royaliste* est un journal de qualité, nous en recevons constamment des témoignages. *Royaliste* est un journal attachant, notre taux exceptionnel de réabonnement, un des plus importants de la presse française, le prouve. Il suffirait donc que *Royaliste* soit un peu plus connu pour gagner ces quelques centaines d'abonnés. Cela, il n'y a que vous, lecteurs actuels, qui pouvez le réaliser. Faites connaître *Royaliste* par tous les moyens, que ce soit les autocollants publicitaires, les abonnements d'essai, la distribution de votre journal à des amis et, surtout, votre force de persuasion !

Yvan AUMONT

13^e et dernière liste de souscripteurs

Roger Akriche 25 € - Claude Anglade 20 € - Jean-François Asselin 50 € - Maurice Asta Richard 10 € - Georges Balandier 50 € - B.B. (Paris) 18 € - Maurice Benassayag 14 € - G.B. (Villeveyrac) 15 € - P.B. (Val de Marne) 4 € - Djamel Boudjelal 25,90 € - Christian Bru 30 € - Philippe Cailleux 30 € - Philippe Cappelaere 25 € - Z.C. (Paris) 20 € - Serge Cattet 15 € - Henri Chenut 30 € - Michel Cornet 28 € - Roger-Pol Cottureau 50 € - Jean-Marie Dilligent 25 € - Michèle Dutac 14,48 € - Colonel Jean d'Escienne 20 € - Florent Rapeau 10 € - Jean-Jacques Foucher 100 € - François Gerlotto 150 € - François-Julien Guerry 50 € - Marc Hédelin 14 € - Patrick Hoffman 50 € - Patrick Jacques 15,24 € - Patrice Jouault 20 € - Blandine Kriegel 80 € - Guy Leclerc-Gayrau 20,58 € - Guy Leres 50 € - Pierre Maillard 30 € - Jean-François Maurel 75 € - Alain Mercier 100 € - François Noir 30 € - Jacques de Poulpiquet 76,22 € - Yolande de Prunel 100 € - Alain Saint Paul 50 € - Philippe de Saint Robert 100 € - Laurent Soutenet 30 € - Raymond Tavernier 10 € - Jacques Thelen 30 € - Jean-Marie Tissier 20 € - un ami de Seine-et-Marne 15 € - Grégory Thomas 50 € - Max Woelflé 20 €.

Total de cette liste : 1 815,42 €

Total précédent : 14 692,06 €

Total général : 6 507,48 €

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoya@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

**Lys
Rouge**
Revue trimestrielle



Le numéro
51 est paru

Rappelons que le *Lys rouge* est une revue qui se consacre essentiellement à l'histoire du royalisme français et également à la présentation des activités des royalistes étrangers. Vous trouverez ci-dessous le sommaire de ce numéro.

On peut se le procurer en envoyant un chèque de 5,40 € (à l'ordre de *Royaliste*). Mieux encore, on peut s'abonner pour quatre numéros pour la modique somme de 13 €.

LYS ROUGE - Sommaire du n° 51

Histoire du royalisme

--- Le *Courrier royal* (1934-1939) du comte de Paris

Le jeune prince conquiert son indépendance, puis rompt avec l'Action française. Il crée ses propres organes de presse et son organisation politique.

--- La pensée de la " Jeunesse royaliste " (1893-1900)

Au travers des souvenirs publiés en 1900 par Eugène Godefroy se dégagent des thèmes qui seront repris plus tard par l'Action française.

--- Lieu de mémoire : Le Bœuf à la mode

Dossier Portugal

--- Chronologie de l'histoire du Portugal de 1908 à 1926

La chute d'un royaume, l'instabilité politique de la Première République, l'agitation sociale, la guerre civile latente, les tentatives de restauration monarchique.

--- Biographies des principaux acteurs royalistes de cette période.

--- Histoire du mouvement royaliste de la chute de la monarchie à nos jours

L'action des royalistes sous la Première République, les royalistes et Salazar, les tentatives électorales, l'organisation actuelle.

--- Portrait d'un juste : Aristides de Souza Mendes

Ce royaliste, consul à Bordeaux en 1940, a sauvé des milliers d'hommes des griffes des nazis.

Document

Lettre de condoléances du Bey de Tunis à Marie-Amélie.

Monarchies étrangères

--- Élisabeth II, reine d'Angleterre

Potiche ou actrice : le rôle réel de la Reine.

Uchronie

--- Et si le comte de Chambord avait accepté le drapeau tricolore ?

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Vive la Sécurité Sociale

Agitation sociale, drames et tragédies... Il est rare que la France ne connaisse pas de pause estivale et peu fréquent que des manifestations – celles des intermittents du spectacle et des altermondialistes – aient lieu dès les premiers jours de septembre. C'est là le signe d'une crise politique majeure, auxquelles se sont ajoutées les terribles conséquences de la sécheresse et de la canicule.

Les polémiques partisans suscitées par la mort de milliers de personnes âgées laissent une impression de gêne. L'exploitation des cadavres français et étrangers est une de nos sinistres habitudes et les protagonistes de droite et de gauche ont fait assaut d'hypocrisie – sans abuser grand monde.

Il va sans dire que le gouvernement n'est pas responsable des conséquences pour les êtres et les paysages des aléas climatiques – le classique débat sur les capacités d'anticipation et de réaction étant secondaire. Les ministres ont fait ce qu'ils ont pu et, à tous les niveaux, les fonctionnaires ont agi avec compétence et dévouement. C'est en ces moments critiques qu'on se rend compte que les agents de l'État sont indispensables (1).

Naguère confrontés à diverses catastrophes sanitaires et naturelles, les dirigeants socialistes auraient dû garder le silence. Leurs critiques et leurs reproches n'ont fait qu'attirer l'attention sur leurs anciennes carences. S'il est vrai que les ressources humaines et les moyens matériels sont très insuffisants dans les moments de grand péril, les amis de Lionel

Jospin en portent, autant que la droite, l'accablante responsabilité.

Entre 1997 et 2002, ils avaient tout le temps de financer la modernisation et le développement de nos hôpitaux, en commençant par régler la question des services d'urgences. Même remarque pour ce qui concerne la prévention et la lutte contre les incendies de forêt. Qui ne se souvient de la dure grève des internes, surexploités et méprisés ? Et nous n'avons pas oublié les ma-



nifestations de pompiers, qui risquent leur vie pour 1 500 euros par mois ?

Faut-il donner quitus au gouvernement ? Tenu en haut lieu, l'insidieux discours sur l'indifférence des familles et l'égoïsme des « gens » provoque le malaise. Tout à coup, on oublie que la logique meurtrière de l'anti-société libérale est en partie compensée par les dons de temps et d'argent que consentent des millions de bénévoles. Et comme de coutume on oublie que les humbles agents de la sécurité et de la santé publiques, tant célébrés (nos braves policiers, nos admirables infirmières) ne sont pas rétribués à la mesure de l'estime qu'on

leur porte en paroles, des services qu'ils rendent et des sacrifices qu'ils consentent.

Obsédés par le coût des services – non par les services eux-mêmes – la droite et la gauche s'entendent à merveille pour faire porter à la société le poids de toutes les carences politiques. Comme les victimes des grands froids, celles de la canicule ont suscité les homélies que les vedettes du journal télévisé relaient avec des mines contrites. Compassion pour nos malheureux aînés et pour les SDF, culpabilisation de tous les autres Français avant d'aller souper dans un restaurant à la mode en compagnie d'un homme d'affaire et d'un secrétaire d'État... Cet édifiant message est d'autant plus impressionnant qu'il fait implicitement référence à la morale chrétienne. Honte à ce peuple individualiste, qui a perdu ses valeurs !

Sans abandonner notre position laïque qui nous interdit de juger des doctrines religieuses et de la manière dont elles sont appliquées, il est permis de rappeler que les chrétiens sociaux, catholiques et protestants révoltés par la dureté de l'économie libérale naissante, avaient compris dès le milieu du XIX^e siècle que la charité privée était insuffisante et qu'il fallait instituer, dans la loi et par l'État, une assurance sociale généralisée et une juste redistribution des richesses. Les fondateurs du socialisme disaient la même chose à leur manière.

Alors que la Sécurité sociale est menacée par les professeurs de moralité publique, il est urgent de revenir au souci initial des socialistes et des sociaux-chrétiens pour que la vie et la santé de nos concitoyens soient à nouveau protégées.

Bertrand RENOUVIN

(1) Lire ou relire Pierre Bitoun, « Éloge des fonctionnaires », Calmann-Lévy, 2001 – prix franco : 13 €.